



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2001/L.10/Add.12
25 avril 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-septième session
Point 21 b) de l'ordre du jour

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-SEPTIÈME SESSION**

Projet de rapport de la Commission

Rapporteur : M. Imtiaz HUSSAIN

TABLE DES MATIÈRES*

Chapitre

**XII. INTÉGRATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES ET D'UNE
APPROCHE SEXOSPÉCIFIQUE :**

a) VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

* Le document E/CN.4/2001/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/2001/L.11 et ses additifs.

XII. Intégration des droits fondamentaux des femmes et d'une approche sexospécifique

a) Violence contre les femmes

1. La Commission a examiné le point 12 de son ordre du jour à ses 44^e, 45^e et 46^e séances, tenues le 9 avril, à ses 47^e et 48^e séances, tenues le 10 avril, et à sa 75^e séance, tenue le 24 avril 2001.

2. L'annexe VI au présent rapport contient la liste des documents publiés au titre du point 12 de l'ordre du jour. L'annexe V contient la liste de toutes les résolutions et décisions adoptées par la Commission et des déclarations du Président, par point de l'ordre du jour.

3. À la 44^e séance, le 9 avril 2001 :

a) La Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences, Mme Radhika Coomaraswamy, a présenté son rapport (E/CN.4/2001/73 et Add.1 et 2);

b) Un membre du secrétariat a lu une déclaration au nom de Mme Angela King, Sous-Secrétaire générale et Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme;

c) La Présidente de la Commission de la condition de la femme, Mme Dubravka Simonovic, a fait une déclaration;

d) La Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Mme Charlotte Abaka, a fait une déclaration.

4. Au cours du débat général sur le point 12, des déclarations ont été faites par des membres de la Commission, des observateurs et des représentants d'organisations non gouvernementales. On trouvera la liste détaillée des intervenants à l'annexe III.

Traite des femmes et des petites filles

5. À la 75^e séance, le 24 avril 2001, l'observateur des Philippines a présenté le projet de résolution E/CN.4/2001/L.59, qui avait pour auteurs les pays suivants : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Angola, Argentine, Autriche, Bangladesh, Bélarus, Belgique,

Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Burundi, Cameroun, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Égypte, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Éthiopie, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Kenya, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mexique, Népal, Nigéria, Norvège, Ouganda, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Saint-Marin, Sénégal, Sri Lanka, Swaziland, Thaïlande, Togo, Turquie, Ukraine, Uruguay et Viet Nam. Ultérieurement, l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Azerbaïdjan, le Cambodge, le Canada, Cuba, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la France, la Géorgie, le Japon, le Maroc, le Nicaragua, le Portugal, la République de Corée, la Suisse et la Zambie se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

6. Le paragraphe 14 du projet de résolution a été révisé oralement par l'Observateur des Philippines.

7. Le projet de résolution, tel qu'il avait été révisé oralement, a été adopté sans être mis aux voix. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 2001/48).

8. À la 75^e séance également, le représentant du Canada a présenté le projet de résolution E/CN.4/2001/L.60, qui avait pour auteurs les pays suivants : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, Haïti, Hongrie, Irlande, Islande, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède et Swaziland. Ultérieurement, l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Angola, l'Argentine, l'Autriche, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, le Cameroun, Chypre, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, l'Équateur, l'Espagne, l'Éthiopie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la France, la Géorgie, la Grèce, le Guatemala, Israël, l'Italie, le Kenya, la Lettonie, le Libéria, Madagascar, Maurice, la Mongolie, les Pays-Bas, le Pérou, la République dominicaine, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal, la Suisse, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay, le Venezuela et la Zambie se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

9. Le septième alinéa du préambule du projet de résolution a été révisé oralement par le représentant du Canada.

10. Les représentants de l'Algérie, des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie ont fait des déclarations au sujet du projet de résolution.

11. Le projet de résolution, tel qu'il avait été oralement révisé, a été adopté sans être mis aux voix. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 2001/49).

Prise en compte des droits fondamentaux des femmes dans tous les organismes du système des Nations Unies

12. À la 75^e séance également, l'observateur du Chili a présenté le projet de résolution E/CN.4/2001/L.61, qui avait pour auteurs les pays suivants : Albanie, Australie, Bulgarie, Canada, Chili, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Finlande, Grèce, Guatemala, Islande, Israël, Italie, Liechtenstein, Lituanie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République dominicaine, Roumanie, Sénégal, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Uruguay et Venezuela. Ultérieurement, l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Autriche, le Bélarus, la Belgique, le Brésil, le Cameroun, Chypre, l'Équateur, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la France, la Géorgie, l'Irlande, Israël, le Luxembourg, la Malaisie, Maurice, le Nicaragua, les Philippines, la République de Corée, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Slovénie se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

13. L'observateur du Chili a révisé oralement le projet de résolution en modifiant le paragraphe 27 du dispositif et en insérant un nouveau paragraphe après le paragraphe 28.

14. Le projet de résolution, tel qu'il avait été oralement révisé, a été adopté sans être mis aux voix. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 2001/50).

Pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des fillettes

15. À la 75^e séance également, la Commission a examiné le projet de décision 4 que la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme lui avait recommandé d'adopter (voir E/CN.4/2001/2-E/CN.4/Sub.2/2000/46, chap. I).

16. Conformément à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, l'attention de la Commission a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de décision.

17. Le projet de décision a été adopté sans être mis aux voix. Le texte adopté figure à la section B du chapitre II (décision 2001/107).
